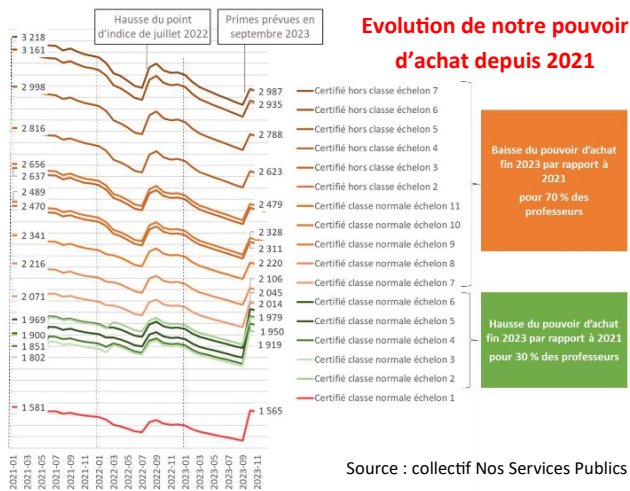


Gabriel Attal a remplacé Pap Ndiaye, mais pour nous rien ne change. Nos conditions de travail se dégradent alors que le gouvernement nous affiche comme une priorité, selon sa communication : nous aurions été grassement augmentés, le nombre d'élèves par classe aurait diminué, les cours seraient tous assurés...

## PERTE HISTORIQUE DE POUVOIR D'ACHAT

Pendant que le ministre affirme sur tous les plateaux télé que nous avons profité d'une augmentation historique, la réalité de nos fiches de paye est tout autre. L'augmentation spécifique à l'Éducation nationale est pour la grande majorité de nos collègues un doublement de l'ISOE/ISAE, soit 107€ nets par mois, soit une augmentation de **moins de 5%** pour un salaire supérieur à 2000€. Pendant ce temps-là, **l'inflation est de plus de 10%** depuis 2022. **Notre pouvoir d'achat fond plus vite que jamais.**



## UNE PRIME POUR L'ÉDUCATION NATIONALE ?

Le ministre a annoncé en cette rentrée une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat. En réalité, celle-ci **avait déjà été annoncée le 12 juin** pour tous les fonctionnaires. Cette prime ne concerne pas l'ensemble des personnels puisque **les collègues en fin de carrière, dont la perte de pouvoir d'achat est la plus marquée, en sont exclus.**

## UN PROF DEVANT CHAQUE ÉLÈVE ?

Comme maintenant à chaque rentrée, le même mantra est répété en boucle « il y aura un prof devant chaque élève ». **De nombreux élèves sont pourtant privés d'enseignant.e.** Si la DASEN se félicite qu'il y ait eu des PE dans chaque classe à la rentrée, cela s'est fait au prix de la mobilisation de tous les remplaçant.es. Et dans le second degré, **de nombreuses heures ne sont pas assurées : dans toute l'académie, des postes et des BMP demeurent non pourvus deux mois après la rentrée.**

## LA REFORME DU LYCEE PRO, UNE VASTE FUMISTERIE

« On veut vraiment faire du lycée professionnel une voie d'excellence », voilà ce que disait Gabriel Attal le 16 août dernier, justifiant ainsi la réforme qu'il souhaite mettre en œuvre. **Mais celle-ci est avant tout un plan social et un moyen de soumettre nos établissements au patronat.** Les heures dédoublées annoncées ne se feront que si les collègues acceptent de se soumettre au pacte et les **fermetures de filières en fonction des demandes des entreprises sont toujours en cours.** Concernant les stages, la « gratification » est dérisoire et payée sur fonds publics, et les élèves vont se retrouver en concurrence avec ceux du lycée général et technologique.

## NOUS REVENDIQUONS :

- Une hausse inconditionnelle des salaires (+400€ pour toutes et tous) et une indexation des traitements sur l'inflation.
- Des recrutements massifs pour réduire la taille des classes.
- L'abrogation des réformes du Lycée professionnel, du baccalauréat général et technologique et de Parcoursup.
- La fin du Pacte Enseignant.

